

Conseil des ministres - Les initiatives de la France pour la Syrie

(Paris, 20 avril 2018)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a présenté une communication sur les initiatives de la France pour la Syrie.

Les frappes décidées par le Président de la République, en réponse à l'attaque chimique perpétrée par le régime syrien à Douma le 7 avril, ont été conduites conjointement avec nos alliés dans la nuit de vendredi à samedi dernier.

Les objectifs militaires fixés par le Président de la République ont été atteints. La conduite de l'opération a confirmé l'excellence de nos forces et la crédibilité qu'elles confèrent à notre diplomatie. Les conséquences ont été tirées de l'atteinte à la ligne rouge définie le 29 mai 2017.

La France continuera de poursuivre dans les jours et les semaines qui viennent quatre objectifs essentiels :

- D'abord, un objectif de sécurité. La France a un ennemi en Syrie, c'est Daech. Or, l'organisation n'est toujours pas vaincue. Dans le même temps, s'agissant d'al-Qaïda, sa résilience et sa capacité à nouer des alliances tactiques avec les groupes locaux, couplées à la persistance d'un agenda international, en font une menace crédible ;
- Ensuite, sur le volet chimique, la France continuera d'oeuvre au démantèlement complet de l'arsenal chimique syrien, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies (ONU). La France propose le rétablissement d'un mécanisme indépendant d'enquête sur l'utilisation des armes chimiques, ayant mandat pour attribuer les responsabilités en cas d'emploi. La France proposera prochainement une réunion du Partenariat contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques, lancé en janvier et que quatre nouveaux pays ont rejoint depuis ;
- Sur le plan humanitaire, le Président de la République a annoncé, lors d'une rencontre avec les organisations non gouvernementales de terrain, une aide exceptionnelle pour la Syrie de 50 millions d'euros. Plusieurs secteurs d'intervention prioritaires ont été identifiés : aide aux déplacés, santé, protection civile, fourniture des services de base ;
- Enfin, au plan politique, la France continuera de travailler avec tous les pays influents dans cette crise, y compris les soutiens du régime. Les paramètres de l'approche française sont connus : poursuivre les efforts internationaux contre le terrorisme, en particulier la campagne contre Daech ; lutter contre la prolifération chimique en Syrie ; mettre en oeuvre la trêve

humanitaire prévue par la résolution 2401 du Conseil de sécurité de l'ONU, en particulier garantir l'accès de la population syrienne à l'aide humanitaire et l'évacuation sanitaire des cas médicaux les plus graves ; relancer les négociations conduites à Genève sous l'égide des Nations Unies, dans le cadre fixé par la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU. Cela passe par des mesures de confiance et l'engagement d'un processus constitutionnel et électoral négocié./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)